Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale

3 | 2018

La participation des travailleurs dans la grande entreprise privée et publique

Argentine

Juan Pablo Mugnolo

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rdctss/1920>

DOI : 10.4000/rdctss.1920

ISSN : 2262-9815

Éditeur

Centre de droit comparé du travail et de la sécurité sociale

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2018

Pagination : 136-139

ISSN : 2117-4350

Référence électronique

Juan Pablo Mugnolo, « Argentine », *Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale* [En ligne], 3 | 2018, mis en ligne le 01 novembre 2021, consulté le 13 novembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rdctss/1920> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rdctss.1920>

Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

JUAN PABLO MUGNOLO

UNIVERSITÉ DE BUENOS AIRES

I - CRISE ÉCONOMIQUE ET INTERVENTION ÉTATIQUE COMME OUTIL DE GOUVERNANCE DES RELATIONS COLLECTIVES DU TRAVAIL

La plupart des négociations salariales du premier semestre 2018 se sont déroulées dans un contexte d'inflation et de dévaluation croissante de la monnaie. Ces deux facteurs ont influencé le rythme des négociations collectives et contribué à l'aggravation des conflits du travail.

Au second semestre, les prévisions d'inflation laissent présager une baisse des salaires par rapport à l'inflation. Celle-ci pourrait dépasser les 30 % alors que les salaires pourraient, dans le meilleur des cas, atteindre ce même pourcentage.

C'est dans ce contexte économique et politique que la Confédération générale du travail (CGT), la Confédération syndicale la moins importante (CTA 1 et CTA 2), ainsi que les associations sociales (ou associations de l'économie populaire), ont conduit une grève générale pour protester contre la situation économique. Néanmoins, la majorité de leurs dirigeants préfèrent avoir une vision plus large des politiques de l'administration nationale et approfondir le dialogue social. Au contraire, une minorité d'entre eux pensent que la CGT devrait s'opposer fermement au gouvernement qu'ils considèrent comme conservateur.

Dans ce contexte, le ministère du Travail a promulgué le décret 508/18 qui prévoit un Régime simplifié volontaire pour une négociation collective adéquate des salaires 2018. Il édicte que durant l'année en cours, les parties collectives pourront ajuster les salaires déjà négociés de 5 % de plus que ce qui avait été convenu au trimestre précédent. Cette décision gouvernementale s'inscrit dans la logique interventionniste sur le plan des relations collectives du travail, caractéristique du système argentin. Ce décret n'a pas de cadre juridique permettant de le justifier. De plus, l'objectif de fixer un plafond aux futures augmentations salariales par le biais de la négociation collective pourrait être interprété comme une violation du principe de l'autonomie collective et de la liberté syndicale.

Dans le même esprit interventionniste, le ministère du Travail a promulgué le décret 633/18 qui interdit d'homologuer ou d'enregistrer, dans le cadre de la procédure de négociation collective prévue par la loi 14.250 (2004), les conventions collectives de travail et/ou accords ayant des effets similaires qui contiennent des sommes ou des concepts de nature salariale auxquels les parties conviennent d'accorder un caractère non rémunérateur, sauf les cas prévus par le Code du travail (n° 20,744 - arts. 103 bis, 106 et 223 bis). L'intervention réitérée de l'État sur la négociation collective, bien qu'évitant dans ce cas les salaires qui ne contribuent pas à la sécurité sociale, n'a dans

les faits aucun sens pratique car ces rémunérations sont interdites par la loi du travail et ce, en dépit des accords entre employeurs et syndicats.

La Circulaire n° 26051140 du ministère du Travail interdit aux banques d'effectuer des prélèvements automatiques sur le compte des salaires en faveur des syndicats les moins représentatifs (mais pas pour les syndicats les plus représentatifs), ce qui les empêche de percevoir des cotisations par prélèvement automatique. C'est une décision qui fait partie du conflit avec les travailleurs du métro. Mais pour renforcer la mesure, la Banque centrale a annoncé en juillet qu'aucune entité ne peut débiter les cotisations des membres ou toute autre contribution aux organisations syndicales.

En Argentine, les syndicats les plus représentatifs (statut juridique « *personería gremial* ») bénéficient de la reconnaissance maximale prévue par la législation et qui leur permet, entre autres, de représenter les travailleurs dans les conflits collectifs, de négocier des accords et des salaires, d'accorder des privilèges à leurs délégués et de percevoir des cotisations, moyennant simple adhésion.

Ceux de moindre importance, moins représentatifs (statut juridique de « simple adhésion »), bien qu'ils aient obtenu ces dernières années des pouvoirs accrus à la demande de la Cour suprême, conformément aux recommandations de l'Organisation internationale du travail (OIT), ne sont toujours pas autorisés à signer des « *paritarias* ». Toute autre faculté, qui ne leur est pas expressément interdite, peut être assumée au même titre que celles qui ont un statut légal. Cependant, cette intervention du gouvernement a alerté les syndicats les moins représentatifs et a été un moyen de les pousser dans une situation conflictuelle qui pourrait finir par dégénérer.

Enfin, le gouvernement a choisi de recourir à un mécanisme prévu par la loi : imposer des amendes aux syndicats qui violent les règles de procédure en cas de conflits collectifs. Plusieurs syndicats ont accusé plusieurs institutions de l'État de mener des persécutions. Le gouvernement a répondu qu'il s'agit d'instruments prévus par la loi en cas d'abus ou de violation commis par les syndicats lors d'un conflit collectif. Le syndicat des enseignants de la Province de Buenos Aires a été un cas particulier. Ce syndicat de la région la plus peuplée du pays a mené des négociations très musclées avec son nouveau gouverneur. À l'heure qu'il est, les négociations salariales n'ont toujours pas abouti.

2 - LA FLUCTUATION DES POLITIQUES DE L'ÉTAT DANS UN PAYS CONFRONTÉ À DES PROBLÈMES ÉCONOMIQUES COMPLEXES

La crise économique, en raison de la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis et de l'incohérence du système économique argentin, a été jusqu'à présent un défi pour le gouvernement argentin.

Devant le déficit budgétaire, le déficit de la balance commerciale et les difficultés à obtenir des financements internationaux, le gouvernement a signé un accord avec le Fonds monétaire international. Cet accord prévoit de poursuivre une réduction du déficit budgétaire. Il y a eu, à cet égard, quelques réformes de la sécurité sociale pour surmonter la crise économique.

Le décret 702/18 du Gouvernement national prévoit une réduction des allocations familiales dont bénéficient les travailleurs de plusieurs provinces (Chubut, Santa Cruz,

Terre de Feu, La Pampa, Río Negro, Neuquén et une partie de Salta, Jujuy, Catamarca, Formosa et Mendoza). L'ampleur de la réduction dépend du niveau de revenu et de la zone géographique.

En Argentine, il existe trois outils par lesquels l'État effectue des transferts financiers vers les familles : l'allocation universelle pour enfant, les allocations familiales et un abattement spécifique de l'impôt sur le revenu. Par le décret 702/18, le gouvernement a modifié les allocations familiales et l'abattement de l'impôt sur le revenu. Les modifications apportées aux allocations pour enfant et à l'impôt sur le revenu pourraient avoir des retombées bénéfiques en termes d'équité, en raison de la possibilité de bénéficier préalablement d'un double abattement par famille pour un même enfant et de bénéficier en même temps d'une allocation familiale et d'un abattement d'impôt, créant ainsi une situation inéquitable. L'évolution du régime des allocations familiales, quant à elle, avec l'élimination des « zones différenciées », accentue l'hétérogénéité actuelle des critères sur les différents types de prestations.

La force du mouvement féministe a suscité une forte prise de conscience des problèmes des femmes dans tous les domaines, constituant ainsi un moment historique. Le projet de loi sur la dépénalisation et la gratuité de l'avortement, bien que rejeté par le Sénat suite aux fortes pressions de l'Église catholique, a renforcé la sensibilisation aux questions de parité hommes-femmes et la capacité organisationnelle des mouvements en faveur des droits.

Compte tenu de ce contexte social, le gouvernement a adressé au Parlement un projet de loi concernant la parité hommes-femmes et l'égalité des chances au travail. Le projet prévoit une stricte égalité salariale, recommande aux employeurs et aux syndicats d'adapter leurs codes de conduite et leurs statuts ainsi que de promouvoir la discussion sur le genre dans les négociations collectives. Dans ce projet figure également un titre concernant la « conciliation entre la vie professionnelle, familiale et privée » (prise en charge des femmes après la maternité, réduction des trajets pour la garde des enfants, congés).

Le projet ne fait pas entièrement l'unanimité et il est perfectible, bien que l'extension des droits en période de récession économique et de crise puisse être considérée comme une action positive.

Enfin, sur le plan juridique, il est important de souligner une décision récente de la Cour suprême dans une affaire concernant un neurochirurgien qui a poursuivi l'hôpital où il exerçait, alléguant qu'il était employé par l'institution. La Cour suprême a souligné que la simple prestation de services à une entreprise n'implique pas forcément le salariat et a souligné la valeur indiscutable de la notion de la prestation de services dans le droit argentin.

La Cour suprême a infirmé la décision du tribunal de première instance au motif qu'elle ne tenait pas compte d'éléments indiquant que la relation du travail ne présentait aucune des caractéristiques typiques d'une relation de travail. Le médecin était membre d'une association qui prenait part aux décisions concernant le choix des professionnels pouvant être admis à l'hôpital, la manière dont les pratiques médicales devaient être exercées et la fixation des honoraires. De plus, ce médecin ne facturait que lorsqu'il effectuait des actes médicaux.

La Cour a également souligné d'autres circonstances indiquant l'absence d'une relation de travail (le demandeur était inscrit au régime fiscal simplifié, émettait des factures, n'avait pas intenté de recours depuis sept ans et n'avait jamais demandé ou pris de congés payés). Si la décision de la Cour suprême se limite à ce cas particulier, qui à son tour se limite à l'activité médicale, elle a été considérée dans divers secteurs comme un signe du retrait du droit au travail et comme un progrès du droit commun comme politique de flexibilisation des règles en matière de travail.